



Un autre monde  
est possible

# flamme d'Afrique

Mardi 14 décembre 2004 - N° 4 - Quotidien du 3<sup>ème</sup> Forum Social Africain - Lusaka



# LE FSM EN AFRIQUE Les défis et les urgences

MOUVEMENT  
SOCIAL EN  
AFRIQUE  
**A chaque  
pays ses  
réalités**

PAGE 2

ACCORDS DE  
PARTENARIAT  
ECONOMIQUE

**Mobilisation  
contre un  
marché de  
dupes**

PAGE 2

ANTONIO  
MARTINS  
**FSA deve  
unir os  
movimentos  
sociais e a  
África**

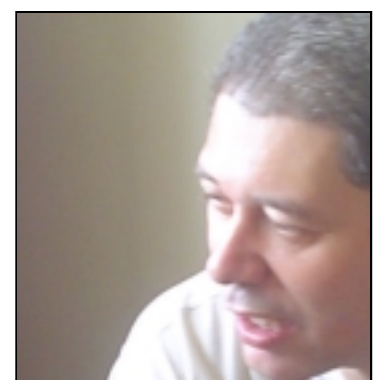
PAGE 3



Panel sur le Vih/sida à l'occasion du Forum social africain : un des fléaux sur lesquels l'Afrique a besoin d'attirer l'attention du monde quant à ses urgences. Avec un Forum social mondial comme tribune.

Annoncée à Mumbai, l'éventualité d'un Forum social mondial qui se tiendrait en Afrique se précise pour 2007. D'ici là, la mobilisation du mouvement social africain devrait prendre encore de la vigueur. Les thèmes à développer commencent à pointer autour de "l'alliance des forces progressistes" du monde, mais des défis et des urgences attendent. Ils tournent autour de la mobilisation des ressources humaines et financières. Dans trois mois, le Forum social

mondial va décider du pays africain qui va l'accueillir, selon Antonio Martins du secrétariat du Forum social africain. Il en a fait la révélation au cours de la conférence de presse du Forum social africain tenue hier (nous y reviendrons). En attendant, pour 2006, l'idée a été émise d'organiser le Forum social mondial dans trois pays de manière simultanée. Le Maroc a déjà déposé sa candidature. (voir page 3)



Antonio Martins du secrétariat du Forum social mondial (ci-dessus) et Krishna Murthy, du secrétariat du Forum social indien.

**Contribution**  
Une autre  
Afrique n'est  
pas possible  
sans les enfants

PAGE 4

PADMANABHAN KRISHNA MURTHY  
**«Pour 2007, il faut que  
les populations à la base  
s'approprient le Forum»**

PAGE 3



## LE MOUVEMENT SOCIAL EN AFRIQUE A chaque pays ses réalités



Si le Forum social national sénégalais a un représentant officiel au rendez-vous de Lusaka, il en va autrement pour le Mali. Une réalité qui montre que d'un pays à un autre, le mouvement social africain évolue suivant des vitesses différentes, en fonction de la nature et des capacités de mobilisation.

Du côté de Dakar, indique Boubacar Diop, le président du Conseil des Ong africaines pour le développement (Congad), les acteurs du mouvement social sénégalais sont regroupés au sein d'un Forum national. Tout comme au Mali. Mais à la différence des Maliens, les Sénégalais ont organisé leur forum social cette année, en prélude au rendez-vous de Lusaka. «*Pour la participation au Forum social africain de Lusaka, un représentant du forum national sénégalais a été désigné. Il doit faire un compte rendu à son retour*», explique M. Diop.

En plus de ce délégué officiel du Forum social sénégalais, de nombreux autres représentants de ce pays prennent part à la rencontre au nom de leurs propres organisations. En fait, chaque organisation participe aux événements du mouvement social africain et mondial selon ses propres capacités financières. «*Pour ce genre de rendez-vous, nous comptons d'abord sur nos propres ressources. Ensuite, il y a les appuis des partenaires*», souligne M. Diop.

Pour ce qui concerne le Mali, le forum social national n'a pas de représentant officiel à Lusaka. Unique représentant du mouvement social malien à Lusaka, Dounantio Dao explique qu'il est présent au nom de Jubilee 2000. «*C'est grâce à l'appui d'un partenaire que nous avons pu venir à cette manifestation*», révèle-t-il. Jubilee 2000 est connu pour l'organisation, chaque année, du «forum des peuples» à Siby, dans un petit village près de Bamako. Il s'agit d'une rencontre qui se tient au même moment que le sommet du G8 pour servir de tribune aux aspirations des populations démunies.

Organisée de façon horizontale, la société civile au Mali travaille par affinités thématiques. Pour les questions liées à la dette, les organisations sont regroupées autour de Jubilee 2000. Dans le domaine du genre, la Coordination des associations et Ong féminines (Cafo) fédère les énergies. Au dessus de la pyramide, le Conseil national de la société civile représente toutes les organisations auprès des pouvoirs publics.

Et à ce niveau, aussi bien au Mali qu'au Sénégal, on se félicite de la collaboration des pouvoirs public, même si Boubacar Diop déplore «*la propension des autorités à vouloir utiliser la société civile comme un faire valoir dans l'élaboration des politiques nationales*». Une préoccupation que partage Dounantio Dao, tout en faisant état d'une synergie active : «*Nous avons des rencontres avec le ministère des Finances, avec le Service de la dette publique, de même qu'avec le Comité du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Les députés ont suivi une session de formation de jubilee 2000 sur la dette*», souligne-t-il.

En Côte d'Ivoire, le forum social national s'est déjà tenu deux fois (2002 et 2004). Et cela «*malgré la situation de crise que traverse ce pays*», se félicite Diakaridia Ouattara. Il ne cache pas les frictions que provoquent la désignation des représentants du mouvement social ivoirien aux rencontres internationales. «*Certains ont critiqué le choix de nos représentants pour le forum de Conakry*», souligne Diakaridia Ouattara, pour qui l'idéal serait que chaque pays recherche des fonds pour prendre en charge ses représentants comme l'a demandé le secrétariat du Forum social africain au Caire. «*Mais nous sommes dans des pays où il est difficile de mobiliser des ressources*», déplore-t-il. «*C'est pourquoi les gens s'appuient sur des partenaires pour leur prise en charge*».

Bréhima TOURE

### Rédaction française et lusophone

Comité éditorial : Taoufik Ben Abdallah, Diana Senghor; Lumba Siyanga - **Coordinateur** : Tidiane Kassé - **Rédaction** : Souleymane Niang, Constança de Pina, Sékouba Savané, Bréhima Touré, Ousseini Issa

Les participants souhaitant faire des contributions peuvent déposer les textes à notre rédaction, au premier étage, salle n° 13



## ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE

Une quarantaine d'organisations de la société civile africaine sont réunies au sein d'un réseau pour combattre les Accords de partenariat commerciaux. Ce réseau est coordonné par Third World Network dont Tetteh Hormeku est le directeur des programmes. Il s'explique sur les motivations de la campagne qui va se déclencher contre les Ape. Et sur les modalités d'action.

## Mobilisation contre un marché de dupes

La campagne contre les Accords de partenariat économique (Ape) entre l'Union européenne et les pays Acp démarre aujourd'hui. En quoi consistent ces accords qu'il est question de dénoncer ?

Tetteh Hormeku : Théoriquement, l'idée est d'aider les pays Acp, en particulier les pays africains, à se développer dans le cadre des échanges économiques avec l'Union européenne. Mais la réalité est plus triviale. Nous nous trouvons face à de véritables accords de libre-échange. Cela veut dire que les Européens veulent amener les ensembles tels que l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale ou l'Afrique de l'Est à supprimer les tarifs douaniers et les droits applicables aux produits européens entrant dans le marché africain.

Bien sûr, cela est possible de manière virtuelle. Mais quelle que puisse être la liberté de circulation des biens africains dans l'espace européen, le continent est handicapé par sa faible capacité de production. A cela s'ajoute la question des subventions des produits européens qui inondent le marché africain et qui dérèglent l'économie. Par exemple, le poulet ghanéen est produit au même prix et dans les mêmes conditions qu'au Brésil, aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. Mais le poulet produit aux Pays-Bas coûte 20 cents mois cher que le poulet local à cause des subventions. En conséquence, des unités de productions et des emplois sont perdus au Ghana.

L'année dernière, les organisations de la société civile ouest-africaine s'étaient inquiétées de la méconnaissance de ces accords par les Africains et s'étaient engagées à participer à leur vulgarisation. Qu'est-ce qui explique le retournement opéré aujourd'hui ?

En fait, nous avons toujours dit

que les accords de partenariat économiques ne sont pas dans l'intérêt de l'Afrique, parce que les Européens ont fait la même chose à Mexico, en Amérique Latine et ailleurs. Nous sommes convaincus que plus les opinions publiques seront sensibilisées, plus les gens liront les documents et plus ils se rendront compte que ces accords se font au détriment du continent. D'ailleurs, même des gouvernements africains commencent à s'en inquiéter. L'Union européenne les pousse à la table de négociations et l'on en arrive finalement à des paradoxes. Imaginez vous que certains gouvernements de l'Afrique de l'Ouest ont demandé aux Européens de les aider à renforcer leurs capacités de négociations. Comment peut-on demander à la partie avec laquelle on négocie de prendre en charge notre préparation à la négociation ?

Par ailleurs, prenez le cas des «questions de Singapour» dans le cadre des négociations à l'Omc. Les pays africains se sont opposés à la libéralisation de certains secteurs. Sous ce rapport, Cancun a été un grand succès ; mais, profitant de ces Ape, les Européens sont en train de remettre la question sur la table, en empruntant une porte dérobée.

Les Européens ont quand même laissé une porte ouverte pour le maintien des régimes préférentiels des Accords de Lomé aux Pays les moins avancés. Que répondez-vous à cela ?

Les Européens veulent encore diviser l'Afrique pour mieux l'exploiter. Par exemple, le Burkina Faso est considéré comme faisant partie des Pma tandis que le Ghana émerge parmi les pays en développement. Mais il est clair que les conditions de vie sont sensiblement égales ici et là. C'est la fameuse politique du «diviser pour mieux régner», en créant des catégories qui n'ont aucune cohérence. D'où la nécessité que les



pays africains resserrent les rangs et se mettent ensemble pour régler leurs problèmes communs.

Quels vont être les principaux événements et les étapes majeurs de votre campagne contre les Ape ?

D'abord, nous savons que les gouvernements ont commencé à négocier. Nous savons également que dans certaines délégations nationales, il y a des membres de la société civile. Nous espérons simplement que ces derniers seront capables de formuler des propositions claires qui prennent en compte nos préoccupations. Il ne s'agit pas que nos Etats aillent épouser les positions de l'Ue. Il y a donc urgence. Nous prévoyons de boucler la série de réunions sous-régionales et de tenir une rencontre continentale vers les mois de janvier - février. La campagne va également impliquer les syndicats, les organisations locales, etc. Nous encourageons la création de plateformes nationales pour prendre contact tout de suite avec les gouvernements. Car comme je vous l'ai dit, les négociations ont commencé et c'est maintenant ou jamais qu'il faut agir.

Propos recueillis par  
Souleymane NIANG

## La réparation en question

La plénière d'hier matin, du Forum social africain, a été entièrement consacrée à la question de la tenue ou non, en 2007, du Forum social mondial en Afrique. On se rappelle que les Africains avaient formulé cette demande à Mumbai. Demande à laquelle vient d'accéder le Conseil mondial du Forum. Mais si l'unanimité s'est dégagée sur la question, la thématique centrale qui doit tourner autour de la réparation des préjudices subis par l'Afrique semble poser problème.

Certains semblent éprouver de la gêne à prononcer le mot «réparation» préférant dire «reconstruction». Mais tenez ! En quoi cela devrait-il nous gêner ? Pourquoi avoir peur des mots ? Il s'agit bien de réparation, et le mot a tout son sens ici. Pleinement. Et nous devons plutôt nous battre pour que cela soit pris comme tel. Nous ne disons pas qu'il faudrait tendre la sébile, comme beaucoup de dirigeants africains le font souvent pour aller ensuite engraisser leurs comptes privés en Occident. Il s'agit de réclamer nos droits.

Le droit d'être réhabilité dans notre dignité et

dans nos biens. L'Afrique a été pillée. Rudement. De ses bras valides, de ses richesses ; et ce pendant des siècles. Nul ne l'ignore. Mais si l'esclavage a été aboli, la colonisation et le néo-colonialisme ne sont pas moins ravageurs. Car le pillage de nos ressources se poursuit sous une forme déguisée et beaucoup plus subtile. Elf, Shell, et bien d'autres multinationales sont le moteur de ce système mis en place pour nous maintenir sous domination, économiquement. Alors pourquoi se gêner pour demander réparation ? Pourquoi donc ? Car ce n'est ni une honte, ni une utopie que de le faire.

La Shoa n'a-t-elle pas été réparée ? Et pourquoi pas l'esclavage, la colonisation et tout leur corollaire ? Quelqu'un l'a si bien dit hier dans la salle : «Ceux qui ont pillé doivent payer». Nous ne demandons rien d'autre. Ils doivent payer pour aider à la reconstruction de notre continent. Ce ne sera qu'un juste retour des choses.

Sy Koumba Singa Gali  
(Directrice de publication de L'Observateur - Tchad)

## FORUM SOCIAL MONDIAL EN AFRIQUE

# Urgence : 2007 c'est demain !



Les participants africains au Forum social mondial de Mumbai. Là où l'engagement avait été pris d'accueillir le mouvement social mondial en Afrique.

Plus qu'une question d'honneur, ce serait justice si l'Afrique organisait en 2007 le Forum social mondial (Fsm). C'est du moins ce qui se dégage des débats organisés hier autour de cette perspective. Le cri de ralliement, c'est l'incontournable Samir Amin qui l'a poussé. En plaçant 2007 en Afrique sous le signe de « l'alliance des forces progressistes ». Qu'elles soient du Nord ou du Sud. Et ce ne sont pas les arguments qui manquent pour soutenir cette dynamique.

A cause de la pauvreté qui y sévit, l'Afrique trouverait en ce Fsm, le tremplin pour une plus grande mobilisation. Délégué brésilien à ce Forum social africain, Antonio Martins trouve là l'occasion, pour le continent, de prendre une belle revanche sur sa situation de « victime principale de la globalisation, mais aussi sur son passé éprouvant d'esclavage, de colonisation, etc. ». Reste que le parcours qui mène à 2007 a toutes les chances de ne pas être de tout repos pour les altermondialistes africains. De nombreux écueils ont été soulevés.

**Harmonisation des calendriers** - Le Maroc est candidat pour

l'organisation d'un autre Forum social mondial en 2006. Un projet soutenu par le secrétariat du Fsm au Brésil, qui inscrit cette rencontre dans la dynamique d'une éventuelle organisation « simultanée » de forums sociaux. Certains y ont trouvé un moyen de court-circuiter le Fsm 2007, pour lequel le Forum social africain s'est engagé à Mumbai, en janvier dernier. La délégation marocaine s'en défend et se déclare solidaire de cet engagement. La majorité des intervenants au débat a souhaité la complémentarité des deux rendez-vous. Aussi bien dans leur préparation que dans leur organisation. Va donc pour Maroc-2006, en attendant qu'un autre pays africain soit « primé » pour 2007.

**Mobilisation** - Pour palier le déficit de mobilisation des populations, remarquable à Lusaka, le Nigérien Abdourahmane Ousmane propose une stratégie qui s'appuie sur le renforcement des dynamiques de résistance. « Il faut lancer les dynamiques là où elles n'existent pas, et renforcer les foras sociaux

nationaux par leur implantation locale », dit-il.

**Ressources financières** - Selon l'Indien Krishna Murthy, quand le mouvement social son pays se jetait à l'eau pour l'organisation du Fsm de Mumbai, « il n'avait pas de ressources. Mais nous avons relevé le défi ». La problématique n'est pourtant pas aussi simple que cela. La Zambienne Sarah Longwe, marquée par l'expérience de son pays qui a rencontré des difficultés dans la mobilisation des ressources financières pour le présent Fsa, s'est interrogée sur le type de ressources qu'il faut mettre en place. Faut-il rejeter l'argent des entreprises ? « Je pense qu'il faut être souple et n'opter que pour une chose : le refus des étiquettes », défend-elle.

Sékouba SAVANÉ

**CE DÉBAT** sur l'organisation du Forum social mondial en Afrique s'est tenue en lieu et place de l'adresse de l'ancien président Kenneth Kaunda. Invité du Fsa hier, il serait retenu en Namibie, souligne-t-on auprès de l'organisation.

## PADMANABHAN KRISHNA MURTHY Membre du forum social indien



Membre du Forum social indien et du comité d'organisation du Forum social mondial tenu en janvier dernier à Mumbai, Padmanabhan Krishna Murthy était au cœur d'un mouvement qui avait mobilisé plus de cent mille personnes. L'Afrique est-elle capable d'en faire de même en 2007. Il opine et explique le chemin à suivre.

## « Pour 2007; il faut que les populations à la base s'approprient le Forum »

**Comment jugez-vous la mobilisation autour de ce troisième Forum social africain ?**

**Padmanabhan Krishna Murthy** : Comme l'Afrique est un grand continent avec beaucoup de pays, la première tâche c'est d'amener tout le monde à s'identifier dans ce forum. Je crois que de ce point de vue, il y a quelque quarante-sept pays sur cinquante-trois, qui sont représentés. Il faut maintenant s'assurer, au niveau des organisations, que tous les courants et les représentants des différentes couches sociales, surtout les paysans, les jeunes, les femmes qui sont les premières victimes de la mondialisation, s'inscrivent dans la dynamique de ce processus. On a bien commencé, comme je le constate, mais il faut encore travailler beaucoup plus pour mettre le forum 2007 en marche.

**Quelle peut être la contribution du Forum social indien au Forum social africain qui s'est engagé à accueillir le Forum mondial en 2007 ?**

On avait déjà décidé, en Inde

(Ndlr : lors du dernier Fsm), que si le mouvement altermondialiste doit être un mouvement universel, il faut qu'il traverse tous les continents. Ça ne peut pas être tout le temps Porto Alegre ; ça deviendrait un rituel lassant. En Inde, nous avons eu des difficultés à l'avoir (Ndlr : l'organisation du Fsm), mais nous avons montré que nous, nous étions capables de l'accueillir, et je crois que l'Afrique est bien placée aussi pour organiser le forum. Comme la mondialisation affecte beaucoup plus nos pays du Sud, je pense que les pays d'Afrique vont s'engager dans cette lutte. En ce qui nous concerne, nous entendons travailler ensemble au succès de 2007. Maintenant, il faut commencer à réfléchir sur la question des volontaires, des bénévoles, qui seront prêts à aider à l'organisation en 2007. Nous assurons de notre soutien total, et si nécessaire certains d'entre nous viendront travailler avec vous le moment venu.

**Au vu de la tenue de ce Forum social africain, y a-t-il des faiblesses à rectifier déjà ?**

Je ne voudrais pas parler maintenant de faiblesses. Mais je crois qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. En revanche, comme je l'ai souligné tantôt, nous sommes prêts à partager nos expériences, à expliquer comment nous avons travaillé pour arriver au Forum de Mumbai, les étapes que nous avons dû franchir. Nous comptons échanger nos expériences avec nos camarades du forum africain, et je crois qu'on arrivera à faire en Afrique quelque chose de plus grand peut-être que ce qui s'est fait en Inde.

Les ressources humaines existent parce que c'est nous qui sommes affectés. Les ressources financières ne manquent pas parce que c'est nous qui produisons tout. Donc, c'est seulement une question de volonté et d'unité. Il faut se mettre ensemble, et pour cela plusieurs forums locaux doivent être organisés avant 2007. De sorte qu'on arrive à faire participer activement, dans chaque région, les populations. Il faut que le mouvement atteigne vraiment le peuple. Donc, nous avons beaucoup de travail à abattre au cours des deux années à venir.

Par Ousseini ISSA

## ANTONIO MARTINS, Membro do Secretariado do Fórum Social Mundial

# FSA deve unir os movimentos sociais e a África

Impressionado positivamente pelo III Fórum Social Africano (FSA) e com a sensação de que é um espaço ideal para promover a união das organizações sociais e do continente, António Martins, membro do Secretariado do Fórum Social Mundial (FSM), prepara-se para acolher mais de cem mil pessoas em Porto Alegre. As novidades são a substituição da Universidade Católica pela orla do rio Guaíba, a constituição de mais de uma dezena de espaços temáticos para debate e a constatação de que mais uma vez a lusofonia foi 'esquecida' do FSM, apesar deste acontecer num país de expressão portuguesa.

**Flamme d'Afrique : Que impressão leva do FSA no que tange às discussões havidas e aos temas elencados?**

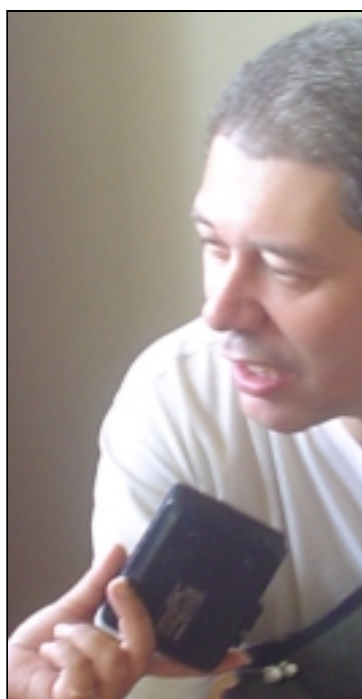
**António Martins** : Levo uma impressão muito positiva deste fórum porque ele tem todas as características do Fórum Social Mundial. Há diversidade, há discussão livre e aberta, respeito por todas as posições. Há ainda diversidade no sentido de não existir uma declaração que privilegie uma posição ou outra.

Em Relação aos temas debatidos, participei rapidamente nos debates por um acesso mais amplo aos medicamentos e à acordos comerciais livres e justo. Também vi que houve discussões interessantes sobre a dívida, as mulheres, a agricultura camponesa. Ou seja, os temas que evocam a opressão da África e a sua luta para se libertar e fiquei contente porque vejo que há condições cada vez melhores para fazer um grande Fórum Social Mundial na África.

Sinto uma satisfação maior ainda com a ideia de fazer em 2006 vários foras sociais em simultâneo no continente, como por exemplo o fórum de Marrocos.

*Enfatizou a questão da diversidade existente na África, o que algumas vezes tem constituído um problema dentro do continente. Acredita que o FSA poderá ser um espaço propício para 'unir' este grande continente que é a África?*

(Ver a pagina 4)



## LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU NIGER

# Entre priorités et effets de mode

(Panos Infos) - «Le combat contre la pauvreté est aussi vieux que le monde. Il ne commence pas avec les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (Dsrp) à la mode aujourd'hui et il ne prendra pas fin avec eux», lâche Elhadj Saley. Vieux retraité de l'administration nigérienne reconverti dans l'agriculture, sa philosophie de la vie est toute tracée : «Même en milieu hostile, l'homme a de tout temps cherché à assurer les conditions de son épanouissement terrestre. Certains y réussissent, d'autres non. Il ne faut donc pas penser qu'un document, quelle que soit par ailleurs la pertinence des solutions qu'il préconise, puisse permettre d'éradiquer le phénomène de la pauvreté.» En vérité, même les concepteurs du Dsrp nigérien ne le perçoivent pas comme une solution miracle.

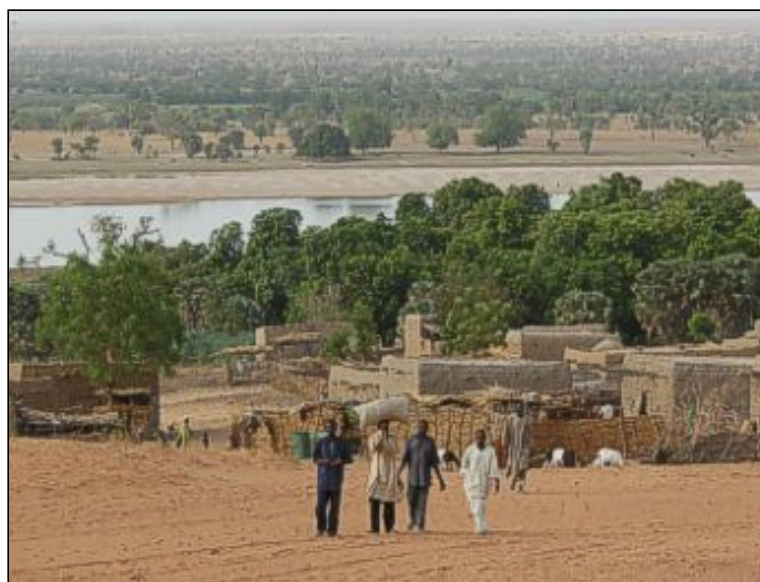
Dans les milieux où on l'a enfantée, la stratégie de réduction de la pauvreté (Srp) est simplement perçue comme un cadre fédérateur des différentes actions menées, y compris au niveau individuel, pour faire reculer la pauvreté au Niger. «Ce n'est pas un document tombé du ciel. On s'est basé sur l'existant pour l'élaborer. Et dans sa mise

en œuvre, on tient compte de tous les programmes en cours d'exécution au niveau des projets de développement, des organisations de la société civile et des Ong qui interviennent aux côtés de l'Etat, pour atténuer les difficultés quotidiennes des populations. Si vous voulez, il faut considérer la Srp comme un cadre fédérateur de toutes ces politiques», assure Mme Bagnan Aissata, en fonction au Secrétariat permanent de la Dsrp.

En plus de son aspect fédérateur, la stratégie est présentée comme permettant d'harmoniser toutes les actions de développement et d'en évaluer les impacts. «Depuis plus de quarante ans que nous sommes indépendants, il y a eu beaucoup d'actions de développement dans le pays, mais elles ont été menées de manière disparate. Chaque partenaire fait son intervention sans tenir compte de ce que fait son voisin. A la faveur de cette stratégie, tous les partenaires sont d'accord pour harmoniser désormais leurs actions», souligne Mme Bagnan. Dès lors, «le Niger peut disposer d'indicateurs précis et fiables». Autre atout, la stratégie passe pour faciliter la tâche aux cadres nigériens qui ne se perdaient dans la diversité des démarches

préconisées par les partenaires au développement, dans la conduite de leurs interventions. «Elle met fin à la dispersion des énergies, mais également des ressources qui s'amenuisent de plus en plus. Si plusieurs partenaires mettent ensemble leurs ressources dans un volet, c'est quand même un acquis formidable», estime Mme Bagnan.

**Malgré ce chapelet** d'avantages, «la stratégie de réduction de la pauvreté ne constitue pas la seule arme pour faire reculer la pauvreté», lance M. Ibro Abdou, agent du bureau du Pnud à Niamey. Selon lui, «la meilleure arme pour combattre la pauvreté, c'est de créer avant tout la richesse ; c'est de permettre la croissance. Il n'y a pas de batterie de lutte contre la pauvreté. Au plan théorique, ce qu'on connaît en économie politique, c'est qu'on crée la richesse par la croissance. Après, on peut combattre la pauvreté en faisant une bonne répartition de cette croissance», analyse-t-il. Autrement dit, reposer tous les espoirs sur la stratégie de réduction de la pauvreté comporte des risques. «Le danger des Dsrp, ajoute Ibro Abdou, c'est d'amener les gens à compter sur les subventions au lieu de chercher à



Niger. Les priorités du Dsrp sont-elles celles des populations ?

créer les conditions de création de la richesse au niveau interne».

Auteur de critiques sévères contre le Dsrp, dans un de ses ouvrages, l'économiste nigérien Youssouf Mayaki trouve «qu'il ne définit pas de politiques claires, notamment en matière d'agriculture et d'élevage, considérés comme les deux mamelles de l'économie nigérienne». Dès lors, trouve-t-il, il est illusoire de croire à une régression de la pauvreté en dehors de la croissance. «On ne se partage pas la misère. Or la faiblesse du document, c'est qu'il comporte aucune politique claire par rapport aux secteurs qu'on veut développer. Si vous dites que vous allez avoir une politique agricole, c'est l'agriculture et l'élevage qui en sont les mamelles. Alors soyons clairs. C'est quoi notre agriculture ? Qu'est-ce qu'on va faire pour la développer ? Quels sont les avantages comparés ? Sur quels produits va-t-on mettre

l'accent ? Quels sont les marchés ? Comment va-t-on dégager le surplus qui sera injecté, par exemple, dans l'éducation et la santé ? Il faut, quand on lit le document, qu'on voit le cercle vertueux de la croissance. Malheureusement, on n'y trouve pas cette démarche dans le document», déplore-t-il.

Ce qui est plus grave à ses yeux, c'est le «comportement naïf» d'une certaine élite africaine. «Elle est très sensible aux phénomènes de mode, contrairement à l'élite asiatique, par exemple. Nous sommes toujours en train de prendre des mots, des concepts et nous pensons que le seul fait de les prononcer va nous aider à nous développer. Le plus important, c'est notre conviction intime, c'est nous asseoir, identifier les problèmes et nous mettre au travail pour leur trouver des solutions», estime Mayaki.

Ousseini ISSA

## FSA deve unir os movimentos sociais e a África

(continuação de pagina 3)

Este é, na verdade, um esforço que estamos fazendo, inclusive para o FSM porque o problema que existe na África é um problema também dos movimentos sociais. E é uma questão cada vez mais grave que precisa ser resolvido porque estamos diante de um mundo que pode rumar para a barbárie. Estamos num mundo militarizado onde existe uma potência que tem pretensões de substituir a ordem institucional, infelizmente frágil, que existe. Um mundo de privatização cada vez maior, inclusive dos bens indispensáveis à vida. O que estamos a discutir sobre o fórum social mundial é a necessidade de combinar as diversidades com as convergências. Não queremos impor convergências mas sim dar espaço para pessoas que lutam por um mesmo temas e que as campanhas que existem um pouco por todo mundo se articulem e possam perdurar depois do FSM.

**No caso da África em particular, pode-se dizer que esta questão é maior, tendo em conta os problemas, os conflitos, a Sida e o nível de pobreza do continente?**

O que dizemos é que é preciso resgatar a dívida que o mundo tem para com a África. Não falo especificamente da dívida financeira mas, da dívida moral, política e económica que o mundo tem para com a África.

E a África precisa exigir o resgate desta dívida porque, por exemplo, se tomarmos o problema

da Sida, durante esses quatro dias que estivemos no FSA cerca de duas mil pessoas morreram só no Zâmbia por causa da Sida. São pessoas que poderiam ter sido salvas porque há conhecimentos e tratamento para isso. Entretanto, faltam meios, em parte por causa do estrangulamento financeiro que a África é submetida, mas também há o problema dos multinacionais que querem afirmar os seus direitos sobre a vida, isto é, querem seques-trar o direito a vida que os seres humanos têm com ultimatoss do tipo 'ou você nos pagam mil dólares por mês, ou morres'. Isso é feito por grandes empresas internacionais que não estão sediadas na África. É preciso, por isso, que o FSM seja um momento forte de resgate desta dívida.

**Por falar no FSM, 'Porto Alegre' é já no próximo mês de Janeiro. O que todos esses movimentos sociais e organizações aqui presente vão encontrar no Brasil?**

Estamos a trabalhar para que seja um fórum muito melhor porque vai sair da Universidade Católica e se estender pela orla do rio Guaíba - aproximadamente um terreno de dois/três quilómetros em sequência -, haverá onze espaços temáticos e há um esforço muito grande que começa a dar resultados de estimular as organizações à não promoverem actividades restritas, mas actividades articuladas com outras associações e instituições que lidam com os mesmos temas.

**Quais os assuntos prioritários**

**em pauta para o FSM 2005 em Porto Alegre?**

Como sempre o fórum, por si mesmo, não tem assuntos prioritários. Mas quando examinamos as incrições notamos um grande peso na luta contra a guerra, direitos humanos - direitos políticos, liberdades individuais, distribuição das riquezas, acesso a Educação, Cultura, Terra, Agua, etc - e o tema da democracia, sobretudo da invenção de novas formas de democracia. Este último aspecto em particular porque temos a sensação que a política está a ser esvaziada pelo neoliberalismo.

**Tem uma noção de quantas pessoas irão ao FSM?**

Pensamos que mais ou menos o mesmo número do outro fórum, ou seja, a volta de uns cem mil pessoas.

**Uma constatação minha, talvez porque me atinge directamente, é que a lusofonia tem pouco espaço no FSA e no FSM?**

É uma preocupação grande e temos cuidado pouco. Realmente nos os brasileiros precisávamos colocar uma ênfase especial na presença de angolanos, moçambicanos, cabo-verdianos e guineenses porque, ao fim ao cabo, vivém os mesmos problemas do resto da África e do mundo. Tenho impressão que haverá uma presença maior no FSM que no FSA mas, chamou a nossa atenção para uma coisa muito importante que vamos tentar acentuar nos próximos foras.

**Por Constância de PINA**

### Contribution

## Une autre Afrique est impossible sans les enfants

Je travaille avec une organisation locale appelée Centre Mapambano pour les droits des enfants, dans le district de Mkuranga en Tanzanie. Nous travaillons en collaboration avec Aid d'Action International. Notre objectif est d'aider les orphelins, les handicapés et les enfants vivant dans un environnement précaire à leur donner des droits à des soins à domicile.

Depuis mon arrivée à Lusaka pour le Forum social africain, j'ai appris de bonnes choses. J'ai eu aussi à partager mes expériences avec les autres participants. Une chose plus importante que j'ai remarqué, c'est l'absence de la participation des enfants.

Les enfants vivent beaucoup de problèmes, et c'est pourquoi on doit leur donner la parole dans ce genre de rencontre. Plusieurs enfants ne vont pas à l'école. D'autres sont violés, maltraités, violentés, subissent de lourds travaux. C'est l'occasion de leur donner la parole, car est eux aussi ils subissent.

J'ai rencontré des jeunes à ce Forum, mais je n'ai pas eu à rencontrer des représentants des enfants. Pourquoi ? Pour l'Afrique, nous savons tous que les enfants représentent l'avenir. C'est pourquoi Une autre Afrique est impossible si les enfants ne participent pas à ce Forum social africain.

Ce que je regrette aussi, c'est qu'on n'utilise pas le swahili comme langue de travail. C'est une langue qui est largement parlée en Afrique et le Forum social africain doit la promouvoir.

Un message que je compte lancer à tout le monde, c'est de ne pas se limiter seulement dans de grandes villes pour agir, mais de décentraliser à travers les villages. En faisant cela aussi, une Autre Afrique peut être possible...

**Faustin Onyango**  
Tanzanie